

Pascal Morin

Des subprimes au populisme

Confessions d'un libéral
(presque) repent

Préface de Bernard Attali

Essais et société
Éditions Glyphé

Chez le même éditeur (collection «Essais et société»)

Georges-Antoine Borel, Pascal Borel. *Cerveau et éthique*

Alfred Gilder. *Le Bêtisier de la République*

Aude Siméon. *Prof chez les taulards*

© Éditions Glyphe. Paris, 2017
85, avenue Ledru-Rollin. 75012 Paris
www.editions-glyphe.com

ISBN 978-2-35815-221-1

*À Rajaa Mekouar et Jean Brucher
pour leurs encouragements et leurs remarques*

*À Bernard Attali
pour ses conseils avisés*



Si l'élection d'Emmanuel Macron a quelque peu éclipsé les résultats du premier tour des élections présidentielles, ils ne sont pas anodins, car près de 50 % des suffrages exprimés se portèrent sur des candidats se situant en dehors des partis traditionnels de gouvernement, une première pour la cinquième république. Ils s'inscrivent dans un mouvement général de montée des populismes dans des pays où les peuples prennent de plein fouet la perte de l'avantage civilisationnel qui protégea l'Occident, depuis la révolution industrielle, des pays émergents à faible coût de production dans un monde globalisé.



PRÉFACE

Bernard Attali

BEAUCOUP DE LIVRES ont déjà été écrits sur la crise financière déclenchée en 2007. Peu ont la force de celui-ci. L'auteur, il est vrai, est un praticien de la finance. Mais il ne suffit pas d'être un bon professionnel pour être à la fois lucide et pédagogue. Pascal Morin analyse avec compétence les mécanismes de ce désastre où les hommes ont réussi ce tour de force de s'escroquer eux-mêmes. C'est avec lucidité qu'il en juge les acteurs, les ressorts et les conséquences. C'est aussi avec pédagogie qu'il explique l'enchaînement des faits qui vont des *subprimes* au Brexit, de l'hubris des traders à l'humeur populiste.

Cet essai constitue un excellent outil de réflexion écrit sans tabou et avec hauteur de vue; c'est aussi un cri d'alarme qui s'adresse aussi bien aux spécialistes qu'aux profanes.

L'analyse de Pascal Morin est complète, documentée et sévère. Les banques, les États, les marchés et beaucoup de soi-disant experts ont allègrement joué avec le feu avant

de se lamenter en chœur une fois l'incendie déclenché. Quant aux économistes ils ont pour l'essentiel réussi à nous démontrer une chose : que leur science n'en était pas une.

L'auteur, lui, s'appuie sur de nombreuses données chiffrées, des exemples concrets, des références précises, politiques, économiques, historiques et des déclarations de nombreux dirigeants politiques, de Philippe Séguin à Jean-Claude Juncker.

Car «la main du marché», sans encadrement public, sans éthique autre qu'ultralibérale, n'est pas seulement invisible mais aveugle, tristement aveugle. Et si l'Europe pourrait, devrait même, être le lieu pertinent d'un sursaut il lui faudrait d'abord retrouver son «indépendance» et repenser totalement ses institutions.

Souvent un travail réussi suggère autant de questions qu'il en résout. C'est le cas ici. Cette crise n'est-elle qu'un accident de l'histoire ou la secousse annonciatrice de nouveaux chocs ? À lire cet ouvrage, on comprend que les causes qui ont déclenché la crise sont encore en place, dangereuses, sournoises et aggravées par la montée des protectionnismes. La cupidité des uns, l'aveuglement des autres empêchent encore la recherche honnête d'un équilibre approprié entre marché et régulation, capitalisme et démocratie, économie et politique. Or une crise qui se répète, dure et se renouvelle encore, n'est plus une crise. C'est une maladie endémique, un dysfonctionnement structurel. Qui en prendra la mesure avant un nouvel accident ? Qui expliquera que les soubresauts financiers, la violence sociale et le gâchis environnemental ne sont pas les variables inévitables de la croissance ?

Gageons que l'auteur saura un jour prochain prolonger cette réflexion et la conduire avec autant de pertinence que dans le présent ouvrage.

Bernard Attali
Conseiller maître à la Cour des comptes
Président d'honneur d'Air France



SOMMAIRE

Introduction.....	17
La crise des <i>subprimes</i> : genèse d'une débâcle.....	25
Une valse à trois temps: ZIRP, NIRP et QE.....	49
La tragédie grecque: un condensé de l'Europe.....	69
Imaginer l'impensable: le Brexit.....	91
L'intégration européenne: du rêve à l'impotence.....	111
Des peuples abandonnés: la révolte des gueux.....	137
Le Frexit: état des lieux.....	157
2017-2027: le choix de l'indépendance.....	179



INTRODUCTION

«La liberté ne peut être sauvegardée qu'en suivant des principes et on la détruit en se servant d'expédients.»

Friedrich A. HAYEK, *Droit, législation et liberté*
Volume I – Règles et ordre, 1973

IL EST DES ÉVÉNEMENTS qui façonnent l'histoire, et indéniablement la débâcle des *subprimes* entre dans cette catégorie. C'est un sujet moins technique que la fin des accords de Bretton Woods en 1971, moins émotif que la chute du mur de Berlin en 1989, moins symbolique que la dissolution de l'Union soviétique en 1991, mais beaucoup plus intense dans ses effets. Elle accéléra la montée du populisme en Occident et mit en exergue les déficiences de la construction européenne. L'Europe et la France sont confrontés à des questions existentielles et le combat qui s'ouvre est celui de l'indépendance, dans un monde qui n'attend pas et n'offrira aucune position privilégiée à ceux qui ont trop souvent compté sur les autres pour prendre des décisions à leur place.

Partout, l'édifice craque sous les coups de boutoir du populisme et des élites.

En Occident, depuis une trentaine d'années, les notions de populisme et d'élites ont une connotation quasi systématiquement péjorative pour le camp qui les utilise ; cet ouvrage ne se situe pas sur ce plan et les emploiera donc sous une forme neutre.

Le populisme est un mouvement d'opposition aux classes dirigeantes porté par des partis situés le plus souvent – mais pas exclusivement – aux extrêmes de l'échiquier politique qui défendent un projet de rupture radicale avec l'ordre établi. Il est centré sur la nation et s'appuie sur les populations installées aux périphéries, les plus touchées par les évolutions économiques, sociales et sociétales, ou revendiquant l'historicité de l'identité.

Les élites représentent la partie des leaders d'opinion, largement majoritaire, qui favorisent la globalisation économique et le mondialisme culturel. Généralement, elles invoquent des valeurs humanistes et imposent des interdits moraux pour avancer leur agenda, pratiquent une forme d'entre-soi et une sorte de mépris vis-à-vis des classes populaires et des classes moyennes. Elles proviennent indifféremment des milieux intellectuel, politique, culturel, médiatique, économique.

Les partisans de ces deux courants utilisent abondamment la démagogie.

La crise que subissent les économies occidentales depuis son déclenchement en août 2007, et singulièrement la zone euro, a fait l'objet d'une profusion d'écrits et de commentaires racoleurs, d'informations et de

statistiques trop souvent biaisées ou incomplètes. Ainsi, ses causes réelles sont fréquemment éludées par commodité et conformisme, absence d'analyse précise, refus d'introspection, facilité ou bien encore par lâcheté et cynisme – « qualités » largement répandues. Or, il est impossible de répondre à cette crise sans au préalable poser le diagnostic sur ses origines.

L'absence de réglementation préconçue comme allant de pair avec ce que d'aucuns appellent le libéralisme, le néolibéralisme ou encore l'ultralibéralisme – grand amalgame de termes forcément accusateurs –, est toujours présentée comme l'une des principales raisons du naufrage à portée historique que nous traversons ; cette débâcle va bien au-delà d'un simple marasme économique et financier, car l'épreuve est également politique. Il est manifeste que l'État n'a guère relâché son emprise sur le secteur marchand en édictant des lois, des règlements et des normes toujours plus abondants au cours des quarante dernières années, alors que les crises se sont succédé à intervalles de plus en plus fréquents.

Il ne faut pas assimiler le capitalisme financier, qui s'est nourri de la présence de règles complaisantes profitant à une minorité, avec le libéralisme économique qui procède avant tout du rapport étroit entre le risque et la rémunération et donne la liberté à chacun d'entreprendre dans un cadre légal et un environnement favorables ; force est de constater que cette relation non seulement s'est distendue sous la pression de réglementations inadéquates, mal calibrées ou encore contraires à l'efficacité économique et au bien-être social, mais cette déconnexion culmine avec les politiques monétaires exceptionnelles conduites par

les banques centrales depuis 2008 et qui déjà génèrent des effets négatifs, que le grand public ne perçoit pas pour le moment, les médias préférant le sensationnalisme, plus vendeur.

Dans les faits, il s'agit surtout d'une crise du surendettement dont les diverses parties prenantes à l'économie – classe politique, grandes entreprises et consommateurs – ont très largement profité, directement ou indirectement. Les réglementations, qui se sont la plupart du temps empilées en un millefeuille indigeste avec des effets contraires aux buts poursuivis, édictées par des États impécunieux et des banques centrales omnipotentes ont indéniablement favorisé ce surendettement; mais qui n'était pas heureux d'un environnement qui sacrifiait l'avenir au présent :

- des hommes politiques, dirigeants d'États empruntant à volonté et à bon compte pour mener des politiques inefficaces, qui « achetaient » la paix sociale et les prochaines élections en répondant à une succession de revendications corporatistes ou identitaires;
- des dirigeants de sociétés qui avaient la possibilité de financer facilement l'acquisition de concurrents dans une course sans fin à l'ego avec des logiques industrielles toujours justifiées par leur génie mais aux conséquences trop souvent désastreuses (souvenons-nous de Vivendi, Areva, Alcatel) et dont la variable d'ajustement n'est jamais le prix d'achat mais toujours l'emploi;
- des consommateurs réduits à l'état de zombies dont le seul objectif se résume à l'achat du dernier modèle de *smartphone* ou de télévision à écran plat grâce à un crédit facilement accessible, mais ô combien onéreux.

Comme le déclarait Patrick Le Lay, PDG de TF 1, au cours d'une interview en juillet 2004: « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible [...] ». Et plus il est malléable, plus il est disponible et facile à convaincre.

Cette période se caractérise par une baisse continue de l'inflation, sous l'impulsion de Paul Volcker, Président de la Réserve Fédérale américaine (la FED) de 1979 à 1989 (présidences Carter et Reagan); le succès de cette lutte contre l'inflation s'amplifia avec la fin de la guerre froide et la globalisation à marche forcée qui provoqua en Occident un véritable choc déflationniste, en particulier en Europe de l'Ouest. Cet effet déflationniste s'est également alimenté du vieillissement de la population dans le monde développé et d'avancées technologiques majeures. C'est l'époque du surendettement et de la financiarisation de l'économie, véritable révolution antilibérale.

La crise financière dévoila au grand public les déficiences de la construction européenne et tout spécialement celle de la zone euro; s'y ajoute une crise sociétale au sein des démocraties européennes que les flots de migrants et une classe politique défailante suscitent. Elle marquera l'histoire comme la période charnière au cours de laquelle l'Europe – et singulièrement la France en son sein – s'est marginalisée, le projet européen telle que nous l'avons connu depuis le Traité de Maastricht ayant finalement accéléré ce phénomène au lieu de le contrecarrer. En l'espace de trente ans la bipolarisation du monde, le marxisme s'opposant au capitalisme, laissa la place à la seule superpuissance américaine à partir de la désintégration de l'Union Soviétique au début des années

quatre-vingt-dix, pour graduellement s'effacer devant un monde multipolaire où la conception démocratique de la société s'affronte à celle des totalitarismes, dont certains ont pris la forme d'organisations diffuses qui vouent une haine absolue à l'Occident, Al-Qaïda étant le précurseur et le proto-État de Daesh désormais la figure de proue.

La légitime quête de populations qui souhaitent accéder à un niveau de vie comparable à celui des Occidentaux se traduira inévitablement par des flux migratoires croissants, déstabilisateurs par leur envergure, si aucune stratégie n'est mise en œuvre pour les maîtriser, mouvements amplifiés par la fragilisation d'États issus de la période post-coloniale. En outre, nous observons les prémices d'une confrontation – *soft* actuellement – pour le contrôle des ressources naturelles dont l'Afrique est déjà un champ d'expérimentation et où la présence croissante des Chinois est inversement proportionnelle à celle des Européens.

Si les mesures extraordinaires mises en place par les banques centrales rétablirent la confiance dans le système financier, les marges de manœuvre qu'elles dégagèrent ne furent mises à profit que par trop peu de pays européens pour se réformer.

Dans un monde en devenir, quelle sera la place de l'Europe qui manque de vision et s'exclut des grands mouvements géopolitiques par son inaction au-delà des mots, des petites phrases, des grandes et petites lâchetés, des renoncements et des compromissions, et surtout d'une ambition réduite à quelques prés carrés et intérêts particuliers, alors qu'une partie croissante de sa population s'interroge sur la validité d'une construction

européenne dont elle ne voit plus l'objectif, conteste le mode de fonctionnement, n'y trouve plus son intérêt ?

Et la France, microcosme de l'Europe, où la dichotomie entre les élites et la population n'a jamais été aussi marquée, où depuis les années quatre-vingt l'aveuglement et le déni de réalité se font une concurrence effrénée, où la consanguinité de la classe dirigeante produit les mêmes effets que la consanguinité biologique, où l'esprit corporatiste a repris une vigueur nouvelle et n'est plus l'apanage du Moyen Âge, où la fameuse « fracture sociale » dénoncée par Jacques Chirac en 1995 s'est non seulement élargie mais s'est également allongée en touchant de nouvelles franges de la population.

La crise des *subprimes* sert de révélateur à toutes ces interrogations, toutes ces évolutions, tous ces mécontentements, d'abord diffus et souterrains, puis s'amplifiant peu à peu pour finalement déferler en une vague puissante : la montée au pouvoir de Syriza en Grèce, le Brexit, l'élection de Donald Trump aux États-Unis, la chute de Matteo Renzi en Italie, sont tous caractéristiques de la jacquerie des citoyens qui rejettent les gouvernants.

Elle expose l'illusion post-soixante-huitarde de la société des loisirs, les quarante années de croissance et de conquêtes sociales à crédit, un capitalisme financier triomphant où l'absence d'éthique s'affiche sans vergogne, un crédit disponible abondant dont les États, les entreprises et les particuliers ont abusé au prix d'un endettement irréfléchi, presque compulsif, que supporteront les générations futures. Cet égoïsme, ou plutôt cet égocentrisme, est insupportable pour qui se préoccupe un minimum de l'avenir de ses enfants et petits-enfants,

l'avenir et l'indépendance de notre pays, la France, l'avenir et l'indépendance de l'Europe, notre continent.

Les *subprimes*, la faillite de la Grèce, la marginalisation de l'Union Européenne (UE), l'effacement graduel de la France marqueront soit la renaissance d'une civilisation deux fois millénaire qui recouvrera son indépendance et son rayonnement, soit son déclassé accélééré dans les oubliettes de l'histoire et sa vassalisation irréversible au consumérisme triomphant ou à tout autre nouveau maître.

Poser le bon diagnostic est une première étape ; proposer des pistes de réflexion pour affronter ces défis, sans détour ni circonlocution, est une nécessité ; l'audace, le courage et la vérité doivent remplacer le conformisme, l'euphémisme, l'attentisme et le lissage de la pensée devenus largement obsolètes et destructeurs. Il est en effet grand temps de laisser la rhétorique de côté car, in fine, seule la matérialité des faits compte. À ce sujet, les propos de Georges Clemenceau à l'endroit du Président américain Woodrow Wilson peuvent être repris à l'égard des élites : « Il[s] plane[nt] au-dessus des faits qui ont l'inconvénient d'être ».